

centre de formation populaire

document de travail



comité sur la question nationale

le mouvement ouvrier québécois et

ses revendications à propos de la

question nationale

avril 79

2011-11-20

TABLE DES MATIERES

I. Le mouvement ouvrier québécois au lendemain du
15 novembre 1976 p. 2

II. Les particularités de la lutte contre l'oppression
nationale au Québec p. 4

III. Le mouvement de revendications nationales au Québec
depuis la "Révolution Tranquille" p. 6

IV. Le mouvement ouvrier québécois et l'indépendance
comme revendication p. 11

A) La souveraineté-association et l'indépendance
politique

B) L'indépendance politique: revendication pour
les travailleurs?

V. Les revendications du mouvement ouvrier québécois sur
la question nationale aujourd'hui p. 17

VI. Les tâches politiques des militants de la gauche
syndicale et populaire aujourd'hui p. 20

ANNEXE I: Mouvement ouvrier et luttes nationales (1960-1978)

I. LE MOUVEMENT OUVRIER QUEBÉCOIS AU LENDEMAIN DU 15 NOVEMBRE 1976

Avec l'avènement du P.Q. au pouvoir, en novembre '76, le mouvement ouvrier québécois¹ est obligé plus que jamais d'intervenir sur la question nationale. En fait, il s'agit d'une ré-intervention, après une éclipse ces dernières années, puisque cette question était présente à un titre ou à un autre, de façon partielle ou globale, dans plusieurs des organisations qui le composent, et ce depuis plus de 10 ans: on peut, par exemple, se rappeler le débat sur l'unilinguisme dans les centrales syndicales à la fin des années '60, débat qui n'avait pas été d'ailleurs sans créer quelques sérieux tiraillements (notamment à la CSN).

Cette implication du mouvement ouvrier par rapport à la question nationale ne doit pas surprendre puisqu'il s'agit là de revendications qui veulent s'attaquer à l'oppression nationale, oppression nationale que les travailleurs subissent avec autant de force, sinon plus, que les autres couches et classes sociales du peuple québécois (petite bourgeoisie...): la discrimination linguistique (l'anglais, langue de travail), un taux de chômage plus élevé, des salaires inférieurs pour le même travail, le caractère réservé de bon nombre d'emplois dans certains secteurs et aux échelons supérieurs, la plus grande difficulté d'accès à une formation technique, professionnelle et universitaire²...

¹ On entend ici, par mouvement ouvrier, l'ensemble des forces qui luttent pour transformer la société dans le sens des intérêts de la majorité qui la compose (les travailleurs en général et tous ceux qui sont exclus du marché du travail par le système capitaliste tels les assistés sociaux, les chômeurs...) dans les milieux de travail et en dehors des milieux de travail (syndicats, organisations populaires...).

² Sur l'oppression nationale et ses effets sur les classes populaires au Québec, nous renvoyons le lecteur à un autre document de travail du CFP, L'oppression nationale et ses effets sur les classes populaires dans le Québec d'aujourd'hui, comité de recherche sur la question nationale, février 1979, 20 pages.

L'avènement du P.Q. au pouvoir pose avec plus d'acuité la question nationale puisque ce parti prétend détenir seul la solution à cette oppression en lui donnant un contenu qui veut se situer au-dessus des classes sociales. C'est pourquoi la question nationale devient, pour le mouvement ouvrier, une question politique centrale dans la conjoncture actuelle: plus que jamais le mouvement ouvrier doit mener cette lutte contre l'oppression nationale à partir de ses propres intérêts, de ses propres objectifs, de sa propre base, sinon il se trouve enchaîné à une solution qui n'est pas la sienne mais celle du P.Q., donc celle d'autres classes principalement.

Cependant, ce qui rend encore plus nécessaire l'intervention du mouvement ouvrier québécois sur la question nationale, c'est que le P.Q., par son arrivée au pouvoir, a provoqué un élargissement de la crise politique au Canada. Cette situation accentue les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie au Canada. Ce moment de crise est donc décisif. Le mouvement ouvrier québécois peut profiter de cette crise en modifiant le rapport de forces en faveur des travailleurs s'il parvient à faire valoir ses propres solutions à l'oppression nationale.

La revendication d'indépendance politique portée par le mouvement ouvrier est au coeur de la lutte contre l'oppression nationale, c'est ce que nous voulons examiner ici: quelle est la place, la signification, la portée de cette revendication (si elle est assumée par le mouvement ouvrier) dans le contexte actuel?

4

II. LES PARTICULARITES DE LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE AU QUEBEC

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que la lutte contre l'oppression nationale au Québec a ses caractéristiques propres: 1) il ne s'agit pas d'une lutte de libération nationale au sens fort de ce terme, c'est-à-dire une lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme (contre l'occupation économique, politique et militaire d'une métropole)³ dans le contexte de sociétés où la démocratie politique est absente, et où l'industrialisation et l'urbanisation de type capitaliste demeurent relativement peu développées; 2) il ne s'agit pas non plus de la lutte d'une minorité nationale (les francophones hors Québec, par exemple).

Il s'agit bien plutôt de la lutte d'une nation dominée qui aspire "à se transformer éventuellement en un véritable Etat-nation au sens plein du terme, donc, entre autres, à conquérir l'indépendance politique"⁴, lutte dont la permanence dans l'histoire du Canada en révèle toute l'importance.

En fait, au Québec, plusieurs phénomènes s'imbriquent les uns dans les autres, se renforcent mutuellement: 1) une oppression nationale (qui donne lieu à une lutte autour de revendications débouchant sur la volonté de développer un Etat-nation); 2) une dépendance régionale (qui donne lieu à une lutte contre le développement inégal des régions au Canada, lutte qui passe par les affrontements entre les Etats provinciaux et l'Etat central) et, finalement 3) une dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis⁵.

³ Comme ce fut le cas du Portugal en Angola, de la France et des Etats-Unis au Vietnam...

⁴ CFP, La question nationale: un défi à relever pour le mouvement ouvrier, 1979, p. 16.

⁵ Plus de 60 % de l'industrie manufacturière est directement sous contrôle américain. Certains secteurs stratégiques de l'économie sont contrôlés par les Américains à 80-90 %, telle l'industrie pétrolière et pétrochimique. Cette dépendance économique n'est d'ailleurs pas sans incidences politiques (pressions des filiales américaines installées ici sur les gouvernements locaux) et culturelles (mode de pensée et façon de vivre imposés par l'impérialisme américain).

L'Etat canadien est au coeur de cette dynamique: "Les principaux mécanismes d'intervention économique relèvent de l'Etat canadien: politique monétaire et fiscale, tarifs et douanes, banque et crédit, commerce extérieur, contrôle des investissements... L'Etat québécois a une juridiction prédominante sur les domaines de l'éducation, de la langue et de la culture, du droit civil et des relations de travail et doit partager avec Ottawa la juridiction sur la santé, la fiscalité, la police"⁶.

On est donc à même de constater, compte tenu des fonctions respectives qu'exercent l'Etat canadien et l'Etat québécois, que l'oppression nationale des Québécois, la question régionale et la dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis ont été et sont réalisées et maintenues par une subordination politique qu'exerce la bourgeoisie canadienne à partir de l'Etat central canadien (et de ses supports au Québec même).

C'est ainsi ~~on~~ le verra plus loin- que la revendication de l'indépendance politique portée par le mouvement ouvrier se trouve au CARREFOUR de la lutte 1) contre l'oppression nationale; 2) contre le développement inégal des régions au Canada (le Québec étant une de ces régions) provoqué par le capitalisme à partir de l'Etat fédéral, garant principal du maintien de ces inégalités; 3) contre la dépendance économique provoquée par la présence impérialiste des U.S.A.

⁶ Céline St-Pierre et Paul R. Bélanger, Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale; le Québec 1960-77, p. 6.

III. LE MOUVEMENT DE REVENDICATIONS NATIONALE AU QUEBEC DEPUIS
LA "REVOLUTION TRANQUILLE"

A) Les transformations dans les classes sociales au Québec
depuis 20 ans

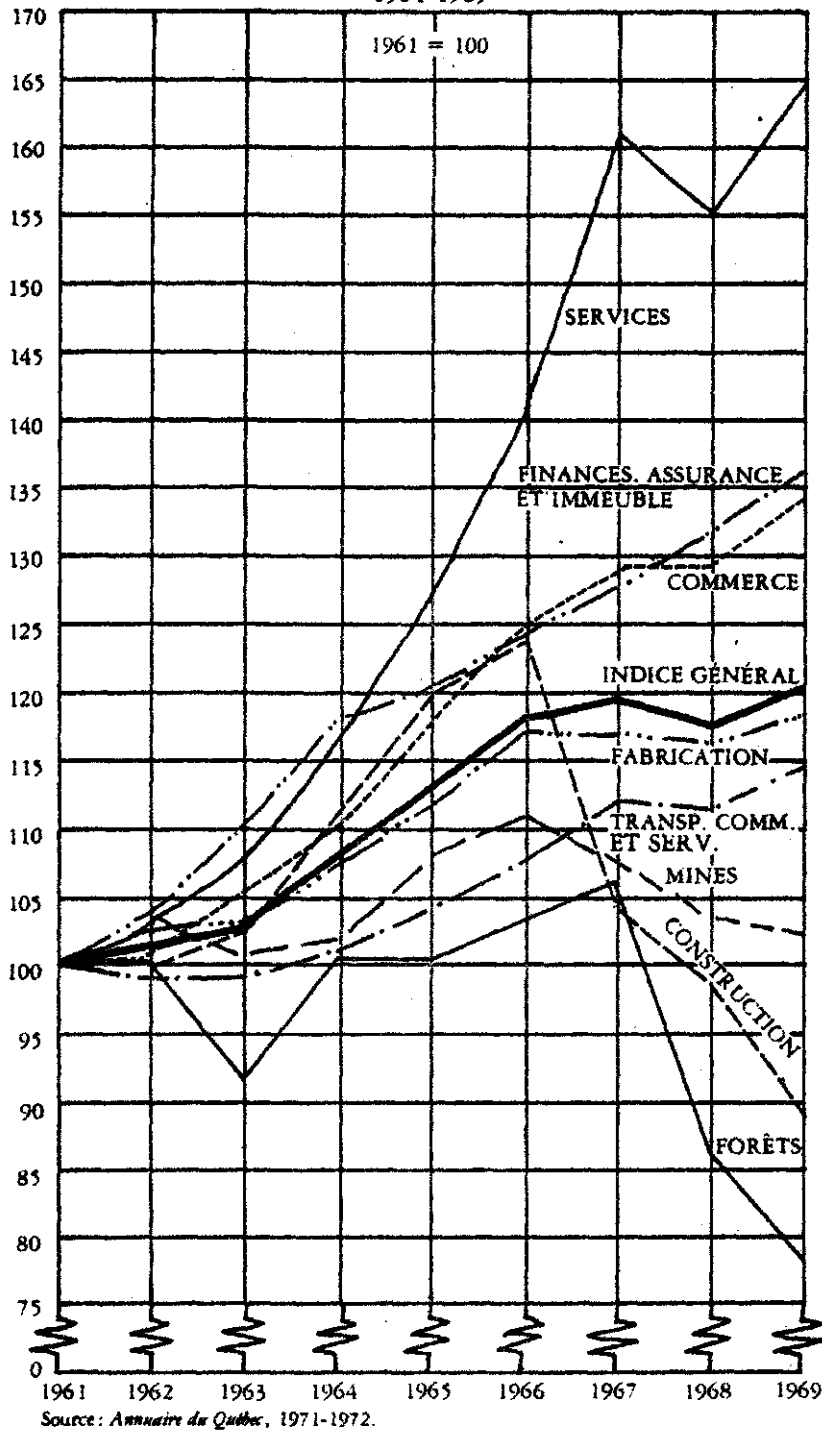
C'est à la faveur de la "Révolution Tranquille" (1960-66)⁷ qu'émerge au Québec une "nouvelle" petite bourgeoisie et que se développent, dans la classe ouvrière, de nouveaux secteurs. Comme on peut le constater dans le tableau qui suit, les secteurs du commerce, des finances, des assurances et de l'immeuble et, surtout, des services accroissent considérablement leur indice d'emploi.⁸

De façon plus générale, on peut dire que l'après-guerre (les années '50) est une période d'expansion du capitalisme qui se continue dans les années '60 en s'exprimant surtout à travers la modernisation de l'Etat. De telle sorte qu'à la fin des années '60 (1966-67...) on se retrouve au Québec avec 1) une augmentation de la classe ouvrière (dans la production -usines-, dans la distribution et la circulation -commerce et transport-); 2) des nouveaux salariés engagés dans des secteurs en plein développement tels l'enseignement, l'information, la santé...

⁷ Et précédemment à la faveur de la 2e Guerre mondiale et de la Guerre de Corée. Période également pendant laquelle s'accroît le contrôle américain sur l'économie québécoise et canadienne.

⁸ Il faut noter ici qu'une grande partie des emplois du secteur dit des services a trait aux services publics et para-publics (hôpitaux, écoles et collèges, services sociaux...); les réformes de l'appareil de santé et de sécurité sociale (réforme des services hospitaliers et loi de l'assurance-hospitalisation en 1961) et celles de l'appareil scolaire (extension de l'enseignement public et gratuit et création d'un ministère de l'éducation en 1964) expliquent assez bien cette croissance.

TABLEAU 1
INDICE DE L'EMPLOI PAR GROUPE D'INDUSTRIE, AU QUÉBEC
1961-1969



3) une classe ouvrière qui est plus spécialisée et plus scolarisée (G.M., Firestone...); 4) une classe ouvrière plus fortement "tertiarisée" (dans les services publics comme employés à l'entretien dans les écoles, dans les hôpitaux comme préposés aux malades et dans les services privés comme employés dans des banques, des compagnies d'assurance, des commerces...); 5) une classe ouvrière principalement de langue française, confrontée à un patronat majoritairement anglophone (canadien anglais ou américain).

B) Les deux composantes du mouvement national

La conséquence immédiate de cette situation, c'est que l'assise sociale principale du mouvement de revendications nationales change, elle ne peut plus être celle qui sous-tendait les courants nationalistes traditionnels (type Union Nationale avec Duplessis) à savoir la petite bourgeoisie traditionnelle (clergé, professionnels...) et la paysannerie (petits producteurs agricoles, artisans...).

Ce constat est capital pour comprendre que le mouvement de revendications nationales au Québec pourra désormais avoir deux faces et non pas une, d'autant que la "nouvelle" petite bourgeoisie, de même que les nouveaux secteurs de la classe ouvrière, pourront s'organiser syndicalement et, ce faisant, viendront, ou bien renforcer des organisations syndicales proprement québécoises, ou bien renforcer le caractère québécois d'organisations syndicales comme la FTQ. C'est ainsi, par exemple, comme l'illustre le tableau suivant que la CSN passe de 94,000 membres en 1960 à 200,000 en '66 ou encore que la CIC (qui devient CEQ par la suite) passe de 28,000 membres en 1960 à 55,000 membres en 1966, ou encore que du côté de la FTQ, des groupes de plus en plus nombreux (surtout au début des années '70) s'affilient directement et même exclusivement à celle-ci sans passer par le CTC (électriciens, ouvriers du textile, des communications, de la radio-télévision...) ⁹.

⁹ CSN-CEQ, Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976), p. 201 et pp. 227 à 230

TABLEAU 2

	<u>1960</u>	<u>1966</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>
CIC/CEQ	28,000	55,000	70,000	80,000
CSN	94,000	200,000	245,000	200,000
FTQ	100,000	150,000	230,000	260,000
(40% des effectifs des unions internationales)		(46%)	(66 2/3%)	(75%)

La "Révolution Tranquille" provoque, au sein des classes dominantes québécoises, l'émergence d'un courant nationaliste réformiste dont l'expression principale est le M.S.A. (Mouvement souveraineté-association) issu du PLQ (Parti Libéral du Québec) qui récupère la majorité des militants du R.I.N. pour finalement constituer le Parti Québécois.

Mais au même moment existe de façon concomitante dans le mouvement étudiant, populaire et syndical, une fraction combative et progressiste qui remet en question, sur un point ou sur un autre, autant le capitalisme que l'oppression nationale; à titre d'illustration, mentionnons que la manifestation pour un Mc Gill français¹⁰ avait été organisée par une coalition d'organisations syndicales, populaires et politiques. Cette manifestation fournit un bon exemple de l'existence de cette deuxième face du mouvement de revendications nationales. Ce qui s'explique bien par le fait que l'oppression nationale n'affecte pas la classe ouvrière et la petite bourgeoisie de la même façon que la classe bourgeoise. D'où des pratiques et des luttes contre l'oppression nationale qui sont différentes.

¹⁰ Il s'agit, notons-le au passage, de la plus importante manifestation de l'après-guerre qui ait eu lieu dans les années '60.

C) La revendication de l'indépendance politique à cette période

De façon plus générale, mentionnons que la période qui va de 1967 à 1973 est une période où la revendication de l'indépendance¹¹ politique du Québec est une revendication centrale servant d'élément unificateur de toutes les forces progressistes et de toile de fond à un bon nombre de mobilisations. Pour être plus exact, cette période peut se diviser en deux. La première qui va de 1967 à 1970, renvoie davantage à des revendications particulières à partir de la question linguistique. Question qui amène de plus en plus d'organisations syndicales, populaires et étudiantes à prôner l'unilinguisme français au Québec. La seconde qui va de 1971 à 1973, suite à l'électrochoc de l'occupation armée du Québec, va lier plus fortement la question linguistique et la question nationale dans son ensemble à la lutte pour le socialisme (cas du Conseil central de Montréal, cas des militants de nombreux comités d'action politique dans des quartiers de Montréal ou dans des syndicats à la CSN et à la CEQ, militants de certains conseils du travail...)¹².

Les conclusions que l'on peut tirer de ces années sont les suivantes: 1) les groupes les plus radicaux de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie ont à certains moments dirigé carrément les luttes de revendications nationales -le P.Q. n'a jamais été la seule expression politique du mouvement de revendications nationales-; 2) la classe ouvrière (au sens large) forme une des bases sociales majeures du mouvement de revendications nationales; 3) cependant, la question de l'organisation politique propre à cette classe dans la lutte contre l'oppression nationale est demeurée jusqu'ici sans réponse.

¹¹ Il vaut ici la peine de rappeler que, jusqu'en 1966, le mouvement syndical dans son ensemble est farouchement contre le "séparatisme". C'est surtout à partir de 1970 que le tournant se prend de façon substantielle.

¹² Il faut évidemment noter ici que l'indépendance politique n'a pas le même sens pour tout le monde et que le socialisme dont il est question dans les débats ne se démarque pas très bien, la plupart du temps, de la social-démocratie. Ce qui s'affirme, d'abord et avant tout, c'est la critique du régime social (à ce sujet les manifestes des centrales en 1972-73 sont révélateurs). Ajoutons à cela que deux stratégies apparaissent: la lère qui articule la question nationale directement à la question sociale à partir de la constitution d'une organisation politique des travailleurs, la seconde qui affirme d'abord la nécessité de régler la question nationale en soutenant le Parti Québécois, avant de pouvoir affirmer le reste.

IV. LE MOUVEMENT OUVRIER QUEBECOIS ET L'INDEPENDANCE POLITIQUE
COMME REVENDICATION

A) Souveraineté association et indépendance politique

La constitution d'un pays n'est pas qu'un simple texte juridique auquel on se réfère à l'occasion pour faire reconnaître un droit particulier. La constitution est beaucoup plus que cela, "elle est une institution politique fondamentale, reflet de l'équilibre des forces d'une société, à un moment privilégié de son évolution historique"¹³.

Or, le P.Q. est porteur d'une solution constitutionnelle différente de celle que soutient le Parti Libéral du Canada, et par son arrivée au pouvoir en '76, il s'est trouvé à accentuer le déséquilibre politique de l'Etat canadien. Pourtant le P.Q. -par-delà certaines déclarations- n'avance pas l'idée de l'indépendance politique au sens fort et plein de ce terme, du moins lorsqu'on étudie de près la position dominante à l'intérieur du parti et de façon plus évidente encore lorsqu'il s'agit du gouvernement. La politique constitutionnelle du P.Q. a deux volets: 1) la souveraineté comprise comme rapatriement du pouvoir de faire des lois et de lever des impôts; 2) l'association économique, ce qui signifie la détermination en commun, par l'intermédiaire de comités mixtes¹⁴, d'une politique monétaire, d'une politique commerciale, d'une politique douanière, d'une politique en matière de

¹³ A. Dubuc, "Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise"; dans Le capitalisme au Québec, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1978, p.

¹⁴ Ce qui renforcerait l'exécutif au détriment du législatif.

contrôle des investissements... Il s'agirait donc, en quelque sorte, de deux Etats associés, organiquement liés dans leurs décisions fondamentales. Le Québec ne disposerait pas de tous les pouvoirs et donc de tous les outils économiques nécessaires à l'élaboration de sa propre politique économique, il les partagerait avec le reste du Canada dans le cadre d'une stratégie qui, pour l'essentiel, maintient les liens économiques continentaux (Canada-U.S.A.)¹⁵.

Il existe, par ailleurs, un discours indépendantiste à l'intérieur du P.Q. qui s'est exprimé à certaines périodes (1970-72, entre autres) avec beaucoup de vigueur, surtout dans les périodes où des forces externes au P.Q., plus radicales sur le plan social et constitutionnel, poussaient ou forçaient le débat à l'intérieur: des comités de citoyens auprès des associations locales du P.Q. dans les quartiers ouvriers de Montréal, des syndicats revendiquant le français comme langue de travail, des organisations syndicales tels les Conseils centraux de Montréal et des Laurentides qui affirmaient des positions anti-capitalistes et pour l'indépendance tout à la fois...

Il n'en demeure pas moins que la position de fond de la direction du P.Q. demeure celle de la souveraineté-association, position à laquelle correspond une stratégie référendaire de plus en plus timorée. Ce qui nous fait dire que le projet politique véhiculé par le P.Q. offre de bonnes garanties pour éviter tout glissement anti-capitaliste du mouvement de revendications nationales au Québec.

¹⁵ A ce sujet, voir les documents de travail du CFP sur les politiques économique et constitutionnelle du P.Q.

B) L'indépendance politique; revendication pour les travailleurs?

Une fois levée l'ambiguïté dans laquelle nous entretient régulièrement la presse anglophone, le P.Q. lui-même et la gauche pan-canadienne sur la politique constitutionnelle réelle du P.Q., il est davantage possible d'examiner si la revendication d'indépendance politique peut profiter véritablement aux travailleurs.

Précisons d'abord qu'aucune revendication politique (ou réforme) n'est par elle-même réformiste ou révolutionnaire (permettant d'abolir le capitalisme). Chaque revendication politique doit être envisagée:

1. En fonction du rapport de forces;
2. En fonction des possibilités qu'elle fournit de faire avancer la conscience politique des travailleurs;
3. En fonction de la réponse qu'elle fournit à certains besoins fondamentaux des travailleurs et du peuple en général.

Autrement dit, deux questions peuvent être posées: cette revendication de l'indépendance politique, si elle était reprise par le mouvement ouvrier 1) pourrait-elle porter atteinte aux intérêts "immédiats" de la bourgeoisie ou d'une partie de la bourgeoisie tout en répondant à certains besoins fondamentaux des travailleurs?; 2) serait-elle susceptible de déclencher de larges mobilisations (débat dans des congrès, manifestations...) et donc être l'occasion d'une éducation politique de masse?

Le dossier du CFP sur la question nationale avance la proposition de l'indépendance politique comme lutte à faire et à gagner, comme revendication à faire progresser à l'intérieur du mouvement ouvrier- dans la mesure où cette revendication s'inscrit dans une stratégie de lutte pour le socialisme, dans la mesure où elle est liée à l'élaboration d'un projet social alternatif à celui de la bourgeoisie canadienne et à celui de la bourgeoisie québécoise (actuelle et potentielle).

La revendication d'indépendance politique est susceptible de modifier le rapport de forces en faveur des travailleurs parce qu'elle porte atteinte aux intérêts de la bourgeoisie canadienne, menace ses intérêts en opérant une rupture du cadre politique (l'Etat fédéral canadien) qui lui offre la garantie ultime de son maintien et de son développement. Par l'indépendance politique du Québec, c'est toute la structure de pouvoir de la bourgeoisie canadienne ici et de ses rapports à l'impérialisme U.S.A. qui est remise en cause car elle se trouve alors coupée d'une partie de ses moyens au Québec. Ce qui revient à dire que si le projet politique du P.Q. fait déjà peur malgré les garanties qu'il offre de solutionner la crise politique canadienne, l'indépendance politique comme revendication portée par le mouvement ouvrier québécois est subversive ou en tout cas difficilement assimilable par le capitalisme dans le contexte nord-américain: sa réalisation risquerait de modifier substantiellement les données du marché canadien et risquerait aussi de chambarder la politique américaine au Canada.

Mais cette affirmation est-elle, d'une certaine manière, démontrable?

1. On peut tout au moins en faire une démonstration par la négative puisque au Canada le développement du capitalisme et la Confédération vont de pair: "La Confédération correspond aux impératifs économiques et stratégiques de l'Empire, d'une part. D'autre part, la Confédération représente la forme achevée du projet d'Etat-nation de la bourgeoisie canadienne. Dans son contenu même, l'A.A.N.B. consacre le caractère centralisateur de l'Etat "fédéral". Aux termes de l'A.A.N.B., le gouvernement central a tous les pouvoirs; aux provinces sont délégués des pouvoirs locaux..."¹⁶

¹⁶ Bureau national de la CEQ, S'approprier la question nationale, juin 1978, p. 44.

On voit donc par là que les secteurs les plus forts de la bourgeoisie canadienne ont constitué en fonction de leurs intérêts ce cadre politique qu'est la Confédération et dans laquelle l'Etat fédéral occupe la place déterminante. La domination de la bourgeoisie canadienne sur le Québec, via l'Etat fédéral et les politiques qu'il applique ici¹⁷, lui sert d'atout pour assurer son maintien et/ou son développement: comme réservoir de main d'oeuvre à bon marché, comme important débouché pour l'industrie ontarienne, partiellement comme réservoir de ressources naturelles et, finalement, comme source d'épargne

Faudrait-il alors s'étonner de voir que c'est le patronat canadien (et la fraction québécoise qui lui est directement liée) qui est le plus farouchement opposé à l'indépendance politique.

II. Il nous semble aussi qu'une partie de l'histoire récente du mouvement de revendications nationales au Québec démontre, cette fois-ci par la positive, que l'indépendance est menaçante pour la bourgeoisie canadienne. La dynamique nationale qui va de 1967 à 1973 est révélatrice à ce sujet, notamment le moment-clé qu'a été l'occupation armée du Québec en 1970: c'est au moment où la revendication d'indépendance politique devenait de plus en plus liée à des mouvements sociaux radicaux que la répression s'est fait le plus sentir. C'est ce qui fait dire aux auteurs du livre sur l'histoire du mouvement ouvrier au Québec:

"L'Etat fédéral, avec la collaboration de l'Etat québécois et des pouvoirs municipaux à Montréal, va frapper un grand coup. Il utilise le prétexte de l'action terroriste d'une nouvelle vague du FLQ pour tenter de mater l'opposition nationale et sociale. Résultat: plus de 500 citoyens sont emprisonnés et plus de 2000 autres perquisitionnés, choisis parmi les forces vives de la lutte nationale et ouvrière"¹⁸.

¹⁷ Et cela bien souvent en collaboration avec l'Etat provincial, de façon plus évidente encore dans les périodes où on retrouve au gouvernement le même parti au pouvoir à Ottawa et à Québec: par exemple, le Parti Libéral de 1970 à 1976.

¹⁸ CSN-CEQ, Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 1970, p. 165.

L'indépendance politique comme revendication portée par le mouvement ouvrier et liée à d'autres revendications qui s'attaqueraient, par exemple, à l'intégration du Québec au bloc continental Canada/U.S.A., est inacceptable pour le capitalisme nord-américain. D'ailleurs, il n'est pas étonnant de voir que la très nette modération du P.Q. dans sa politique constitutionnelle va de pair avec sa modération sur le plan économique et social.

L'indépendance politique est donc susceptible d'être une revendication qui profite aux travailleurs dans la mesure où le rapport de forces modifié permettrait de faire reculer l'oppression nationale dans ses manifestations les plus importantes (langue de travail, sur-exploitation de la main d'oeuvre, formation professionnelle et technique... bref de faire avancer rapidement un ensemble de droits socio-politiques et culturels). Mais cette revendication se doit de faire partie d'un ensemble de revendications qui s'attaquent également à la dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis et qui cherchent à rompre avec le développement régional inégal dans lequel est inscrit le Québec. Le mouvement ouvrier québécois a-t-il entamé une démarche dans ce sens?

V. LES REVENDEICATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER QUEBECOIS SUR LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI?

La fin des années '60 et les premières années de la décennie '70 amène, à l'intérieur du mouvement ouvrier, un clivage car certaines de ces composantes adoptent progressivement des positions sur la question nationale, des positions également contre le capitalisme et contre l'impérialisme. Et cela à la faveur de luttes dures (Mc Gill français en '69, dénonciation de l'occupation armée du Québec en '70, grève de La Presse en '71, Front commun du secteur public et para-public en '72, lutte pour l'indexation en '73-'74, dénonciation du coup d'Etat au Chili en '73 et du rôle actif qu'y jouent les Etats-Unis...).

La gauche syndicale et populaire qui est apparue dans ces luttes et dans ces débats n'a pas réussi, par la suite, à reprendre son souffle, à se redéfinir une perspective lui permettant de reprendre l'offensive. Au même moment, certaines interventions du gouvernement Bourassa provoquent de sérieuses divisions au sein des organisations syndicales (Enquête Cliche dans la construction...) et le P.Q. réussit à s'offrir comme seule alternative sur les questions autant d'ordre social que national, face à un régime aussi clairement fédéraliste, pro-impérialiste et anti-syndical que le régime Bourassa. La gauche politique est à la même période (1974-75) divisée et impuissante: une partie importante de celle-ci opère un virage sans précédent sur la question nationale (rejet de l'indépendance politique comme objectif) comme sur plusieurs autres problèmes: c'est le courant "m-l" qui prend forme en canalisant à son profit une partie des militants radicalisés du mouvement syndical et populaire.

C'est donc dans un contexte de reflux des luttes, de reflux idéologique et politique de la gauche (autant dans la gauche syndicale et populaire que dans la gauche politique comme telle) que survient la victoire du P.Q. le 15 novembre 1976, suite à l'appui massif de tout le Québec et de la classe ouvrière: vote de révolte, vote de défaite, pas au sens d'un recul d'une conscience articulée, mais au sens de la remise entre les mains du P.Q. de la combativité et du dynamisme ouvriers des années '70.

La combativité ouvrière après le 15 novembre 1976 se maintient uniquement au niveau local et n'est pas en mesure de provoquer le renouvellement des perspectives ni de favoriser non plus une meilleure unité d'action. Bien au contraire, la division, au sein du mouvement syndical, est plus forte que jamais (CSN par rapport à la FTQ surtout) et les mobilisations politiques de ces organisations (vs le Bill 45 par exemple) demeurent relativement limitées. La période qui va de novembre 1976 à la fin de 1978 est donc une période où l'aspect dominant dans l'ensemble du mouvement ouvrier reflète davantage l'attentisme ("laissons au P.Q. une chance de faire ses preuves") et la démobilisation. On assiste cependant dès 1978 à une certaine ressaisie du soutien des travailleurs organisés aux luttes dures (CJMS, Commonwealth Plywood, postiers...) et une amorce de réflexion politique commandée indirectement par deux échéances centrales: le Front commun du secteur public et le référendum du P.Q.

Une partie importante du mouvement syndical a relancé le débat politique dans ses rangs sur plusieurs problèmes mais de façon notable sur la question nationale en particulier. On assiste donc à une reprise en charge de la question nationale: analyse de l'oppression nationale aujourd'hui, retour sur l'histoire de l'oppression nationale, positions de principe reconnaissant le droit à l'autodétermination du Québec, voire même l'indépendance si elle est liée aux intérêts économiques et sociaux des travailleurs... Mais la question politique centrale à l'intérieur du mouvement ouvrier demeure la suivante: comment faire progresser le débat en dehors du seul cadre théorique ou du corridor électoral du P.Q.? En d'autres termes, comment le mouvement ouvrier tel qu'il est, c'est à dire en considérant qu'aucune organisation politique de travailleurs n'existe, peut intervenir politiquement dans la conjoncture présente et ainsi tra- duire ses positions de principe dans le rapport de forces actuel?

VI. LES TACHES POLITIQUES DE LA GAUCHE SYNDICALE ET POPULAIRE
SUR LA QUESTION NATIONALE AUJOURD'HUI

Dans la mesure où nous assumons l'orientation que s'est tracée une partie du mouvement syndical, à savoir développer un syndicalisme de classe et de masse ("syndicalisme de combat"), de même que l'autonomie des organisations populaires, face à l'Etat, il nous faut considérer tout à la fois les deux axes de travail suivants: 1) développer une stratégie dans les luttes quotidiennes, leur donner une direction (et non pas faire du syndicat ou du groupe populaire un simple fournisseur de services); 2) développer une stratégie globale, une stratégie qui assume un ensemble de problèmes sociaux et politiques à partir d'une compréhension nationale, voire internationale de ces mêmes problèmes.

Quels sont les moyens que la gauche syndicale et populaire ont à leur disposition actuellement pour favoriser le développement de cette stratégie globale? Comment faire des syndicats et des groupes populaires des éléments encore plus vigoureux de transformation de la société?

Le débat du CFP sur la question nationale en mai 1978 avançait l'idée que les militants de la gauche syndicale et populaire devaient travailler à "l'élaboration d'une plate-forme unitaire qui puisse associer le plus largement possible les organisations syndicales et populaires autour d'une position autonome à défendre dans le débat public du référendum".

L'élaboration d'une plate-forme peut en effet être un des moyens politiques spécifiques aux organisations de masse pour s'assurer que les intérêts des travailleurs seront présents dans le débat. Toute démarche politique de cet ordre peut favoriser à court et à moyen terme:

1. Une certaine autonomie du mouvement ouvrier;
2. Le développement d'une solidarité et une unité d'action entre organisations, voire un ralliement d'un ensemble de forces progressistes;
3. La contribution indirecte au développement d'une force politique des travailleurs;
4. La possibilité de développer des formes spécifiques d'intervention dans des moments particuliers tels que des élections et des référendum.

Nous n'en sommes pas encore là bien qu'un certain nombre de militants souhaitent ouvrir une porte dans cette direction. Il faut l'affirmer nettement: la situation actuelle commande autre chose que la simple énonciation du principe du droit des peuples à l'auto-détermination, principe qui n'engage que très faiblement dans la lutte politique; la situation actuelle commande de dépasser les prises de positions sur telle ou telle question économique ou sociale prise séparément.

La situation actuelle exige un programme alternatif à l'intérieur duquel la revendication d'indépendance politique serait avancée comme telle, situant ainsi le cadre politique dans lequel les classes populaires seront le mieux à même de faire avancer leur projet de société et leur lutte contre toute forme d'exploitation et d'oppression.

Ce serait une erreur grave que de tomber dans le relativisme constitutionnel (fédéralisme renouvelé, souveraineté-association ou indépendance) au moment même où le mouvement ouvrier peut, de façon considérable, faire progresser les choses sur cette question.

Les militants de la gauche syndicale et populaire doivent donc pousser plus loin la démarche politique qui s'amorce dans leur organisation autour de l'élaboration d'une plate-forme de revendications (ou introduire cette démarche politique s'ils n'en n'ont pas encore). Et l'élaboration de cette plate-forme doit se faire 1) en accordant à la revendication de l'indépendance politique la place objective qu'elle mérite dans le contexte actuel; 2) en avançant des solutions consistantes pour répondre aux autres problèmes vécus par les travailleurs (mesures anti-impérialistes...).

C'est là un minimum permettant à de plus en plus de secteurs du mouvement ouvrier de s'insérer dans la conjoncture actuelle, y compris dans le corridor référendaire, sur leurs propres bases. En d'autres termes, un nouveau rapport de forces est à construire d'ici le référendum. Ce rapport de forces passe par l'élaboration collective d'une telle plate-forme et par la mobilisation des militants et de l'ensemble des travailleurs sur cette base.

MOUVEMENT OUVRIER ET LUTTES NATIONALES (1960-1978)

<p>Fin Guerre de Corée- Rapport Paley - Indus- trialisation massive (capitiaux US). Canalisation du St-Laurent. 30% travailleurs syndiqués.</p>	<p>Mort Duplessis.</p>	<p>Après-guerre 1950-1959</p>	<p>Luttes de reconnaissance syndicale (Louiseville-Valleyfield-Murdochville)</p>	<p>Mouvement ouvrier se constitue</p>
<p>Croissance économique. Nationalisation Hydro.</p>	<p>Constitution d'une coalition libé- rale. Création de minis- tères et sociétés d'Etat. Code du travail. "3 colombes à Ottawa. Durcisse ent fédéral</p>	<p>"Révolution Tranquille" 1960-1966</p>	<p>CTCC devient CSN. Fondation RIN - 1er FLQ. MLP/Parti-Pris - courant libération nationale (indépendance et socialisme). Syndicalisation des fonctionnaires. Croissance secteur public. Emergence "nouvelle petite bourgeoisie"</p>	<p>Appui du mouvement ouvrier au FLQ</p>
<p>Début récession. Reprise Expo '67. 37% travailleurs syndiqués. Récession s'accroît. Fermeture d'usines.</p>	<p>Bloc bourgeois se fissure. PLQ se divise: MSA. Fondation PQ qui hégémone le mou- vement national). Trudeau à la tête du PL.</p>	<p>Union nation. au pouvoir 1966 - 1970</p>	<p>Grève des employés d'hôpitaux - pro- fesseurs, SAQ, etc. Grèves dures secteurs PME (appuyées par FLP/MLP, mouvement étudiant). Comités de citoyens mènent luttes. Mc Gill français (coalition organi- sations syndicales, politiques et populaires). FLQ '69 - Bourse de Montréal. Occupation Cegeps - Bill 63 (français) Libération Vallières-Gagnon. Appui "tactique" à la campagne du PQ.</p>	<p>Distance m.o. par rapport à l'Etat. Nécessité de l'action pol. Radicalisa- tion mov. national</p>
<p>MESURES DE GUERRE</p>	<p>Oct. 70</p>	<p>Oct. 70</p>	<p>Cibles: Radicaux mouvement nationaliste Radicaux mouvement ouvrier</p>	<p></p>
<p>Crise stagflation. ITT sur Côte Nord. Baie James. Rapport Fantus. Crise dollar. Coup d'Etat Chili.</p>	<p>PQ se démarque du mouvement ouvrier. Met au point son discours social- démocrate: Manifeste: "Quand nous serons maî- tres chez nous".</p>	<p>Fédéralisme/Pro-impérialisme/Anti-syndical 1970-1974 Régime Bourassa</p>	<p>FRAP. Manifeste des centrales. Front commun '72 - Scission CSN. Congrès syndicaux se prononcent indep. Lutte pour français (CEQ-CSN-FTQ). Consolidation d'une classe ouvrière "nouvelle" secteur manufa curier et services publics (SCFP). Grève La Presse (manif.) GM (français). Grève Firestone-Gypsum-Celanese-Union Carbide-Postiers-CTCUM. Mobilisations soutien Chili.</p>	<p>Politisation du mouvement ouvrier et jonction avec lutte nationale</p>
<p>Nouvelle récession. "Crise du pétrole". Loi C-73 (gel sal.).</p>	<p>Appui PQ grève Uni- ted Aircraft. Cl. Morin fait pas- ser l'idée référen- dum obligatoire. Commission Cliche. Campagne P.Q. "bon gouvernement".</p>	<p>Bourassa 1974-1976</p>	<p>Grève United Aircraft. Grèves pour indexation. 2e Front commun secteur public. Organisations "m-1" naissent. Crise organisations populaires. Scission/maraudage syndical.</p>	<p>Division mou- vement ouvrier - Recul par rapport Q.N.</p>
<p>VICTOIRE P.Q.</p>	<p>Nov. 76</p>	<p>Nov. 76</p>	<p>Recul idéologique mouvement syndical (par exemple par rapport Etat- capitalisme). Tensions à la CEQ; impact politique plus faible de la CSN. Renforcement FTQ. Consolidation organisations "m-1".</p>	<p>Recul face à la PQ</p>
<p>Croissance (hausse profits-chômage). Concentration - internationalisation. Rationalisation sec- teur public.</p>	<p>Loi 101. Assurance auto. Sommet économiques Loi 45. Fraction libérale du PQ s'impose.</p>	<p>F.Q. au pouvoir 1976-1978</p>	<p>Luttes dures CIMS-Commonwealth Plywood Nacan. Congrès syndicaux reprennent en charge le débat sur la Q.N. Positions de gauche non "m-1" sur la Q.N.</p>	<p>Remontée mouvement ouvrier face à la Q.N.</p>